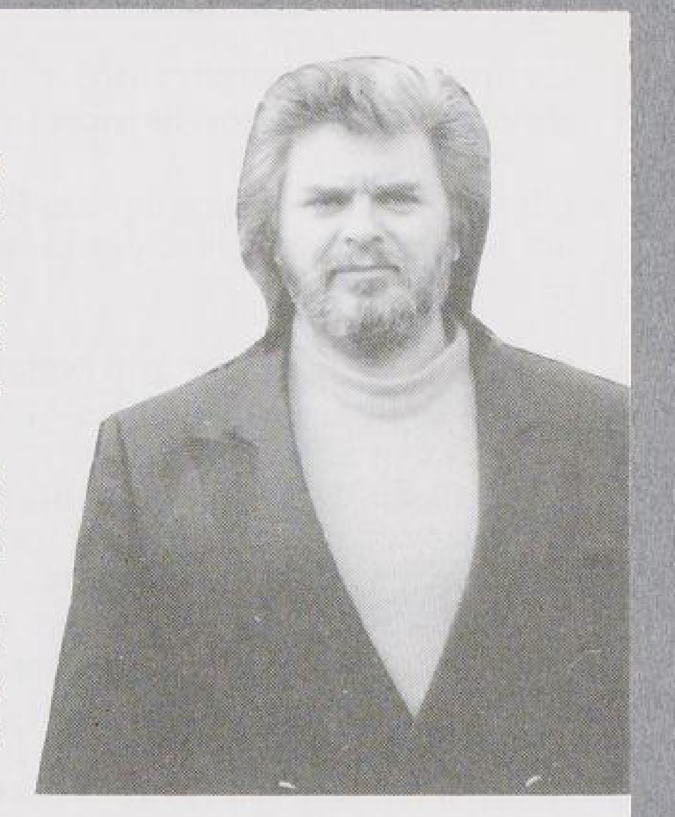
Mesdames, Messieurs, Bonjour,



C'est une très longue lettre que je vous adresse mais contrairement aux appareils politiques, je ne confonds pas apparence et réalité, publicité et politique, slogan et programme.
Par ailleurs, face aux difficultés présentes notamment en matière d'emploi, j'ai la conviction que des hommes nouveaux issus du peuple, connaissant bien les difficultés de la vie quotidienne, ont le devoir de s'exprimer et d'exprimer leur différence face à la sacro-sainte parole des partis politiques qui ne mène nulle part.
En effet, lorsque les professionnels de la politique rivalisent d'incompétence et se montrent impuissants à amorcer la moindre solution sur l'emploi, les inégalités, la misère, il est temps pour eux de passer la main avant que la colère populaire ne les jette dehors.
Notre société a besoin de femmes et d'hommes intègres, capables, soucieux de l'intérêt général et non pas de bavards stériles occupés à asseoir leurs ambitions personnelles, à cogiter sur les effets du big-bang, de la cohabitation ou à confondre un mandat de député avec une rampe de situation.

Ce qu'il nous faut, ce sont des hommes neufs, inscrits dans les réalités socio-professionnelles, ancrés sur des positions humanistes, capables de présenter des programmes courageux et des solutions véritables.

Voilà ce à quoi aspire la majorité des Français.
Voilà le programme sur lequel j'étaierai mes propos.

Mais avant de poursuivre, je voudrais dire que ma candidature s'inscrit sous un triple volet:

-* **Un défi aux partis** politiques qui aujourd'hui ne contribuent plus au bon rendement de la démocratie mais au contraire lui font de l'ombre.
-* **Une proposition** de programme claire et garantie.
-* **Un appel** au rassemblement en direction de toutes les personnes qui ne se résignent pas à la situation actuelle ni à ses sombres perspectives. J'entends par là, les demandeurs d'emploi, les jeunes, les exclus mais aussi toutes les personnes de bonne volonté: retraités, enseignants, agriculteurs, industriels, commerçants, artisans, associations, qui souhaitent oeuvrer et s'exprimer dans le sens de l'intérêt général. Quelque soit ses compétences, sa formation, chacun a sa place dans notre société et ne saurait en être exclu. Tous les êtres ont du talent pour quelque chose : talent manuel, talent de l'esprit, talent de créer, de dynamiser, d'instruire etc... La société a besoin de vous pour créer une synergie de renouveau et stimuler une force d'opposition dès lors que les droits ou les intérêts essentiels des uns ou des autres sont menacés.
Ensemble, nous pouvons remblayer les fossés de la solitude, des angoisses, de la misère et ici, par nous même, pour nous même, pour nos proches et notre entourage nous pouvons jeter les premières pierres du redressement. J'invite celles et ceux qui se sentent concernés à me contacter et à en parler autour d'eux afin que cette initiative rencontre le plus large soutien.

Candidat, hors des formations politiques, c'est en toute franchise que je m'adresse à vous.
J'ajoute que ma candidature ne vous coûtera pas un centime : je ne bénéficie pas de la loi sur le financement des partis (Plafonnée à 500 000 Francs par candidat elle va coûter une fortune aux contribuables).
Pensez-y lorsque vous verrez sur les murs le visage souriant de nos braves politiciens ou lorsque vous trouverez dans vos boites à lettres leurs prospectus politico-publicitaires.
C'est vous qui payez !

AUJOURD'HUI
LA POLITIQUE C'EST COMME ÇA !
LES PARTIS VOTENT LES LOIS SUR LEUR FINANCEMENT.
LES DEPUTES DECRETENT LEUR SALAIRE ....
ET NOUS ! NOUS PAYONS DES IMPOTS !

Bref, pour ma part, je ne rançonne pas mes concitoyens, ce qui m'autorise à parler sans détour.

Pour ce qui relève des partis politiques, le bilan est clair:

- une République de Pénélope qui par le jeu des alternances droite-gauche défait un jour ce que d'autres ont construit la veille.
- entre 3 et 5 millions de chômeurs suivant la prise en compte des CRA, PIL, PIF, CES, TUC et autres manipulations.
- une protection sociale et des retraites à la dérive, une faillite des ASSEDIC annoncée.
- un abandon de l'agriculture française et notre dépendance bradée aux ETATS-UNIS avec pour corollaire la désertification des campagnes, de nos villages, de nos écoles... Une Europe aux portes ouvertes à tous les vents notamment aux importations sauvages.
- la liquidation de notre infrastructure industrielle vers des pays où les droits de l'homme sont méconnus
- la dilapidation de notre potentiel informatique au profit du Japon et le massacre des vecteurs de communication vers les USA.
- c'est la montée de la misère, des solitudes, des angoisses de la vie quotidienne, des SDF.
- l'avenir des jeunes cadenassé sans leur laisser le temps d'avoir 20 ans.
- Et c'est enfin du décès de ces 12 000 personnes qui chaque année en France se suicident dont j'accuse en grande partie, l'inconséquence politique d'être responsable.

Voilà ce que constatent les citoyens, sans parler de toutes ces affaires de corruption, de fausses factures, de scandales politico-financiers et autres pots de vin ou loi d'auto-amnistie.

Voilà le bilan de parlementaires nantis, grassement payés, chargés de privilèges et qui ne s'aperçoivent pas, "tout affairés qu'ils sont", que la société française est en train de se découdre et se dirige tout droit vers l'abîme d'une crise nationale majeure.

Alors Mesdames, Messieurs les politiciens rengainez votre catalogue de promesses pré-électorales, il est aussi creux que vous-même, rangez vos sourires et vos poignées de mains et laissez aux honnêtes gens le soin de préparer l'avenir en confiance.
Enfin, je voudrais appeler le député sortant à un peu de pudeur:
" Le découpage de la circonscription par les ciseaux de Mr Pasqua vous laisse de larges chances d'être réélue. Alors n'en rajoutez pas. Ne larmoyez pas comme vous le faites sur le sort des 25 % de chômeurs qui culminent quartier Monplaisir.
Car en tant que député de la circonscription depuis 1988, et en tant que cumularde, vice-présidente du Conseil Régional des Pays de la Loire vous êtes très largement responsable de cette situation."
Bref, il y a des gens qui sont faits pour parler, inaugurer les chrysanthèmes et d'autres qui bousculent les obstacles.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Candidat de conviction, c'est avec des propositions de choc que j'aborde mon programme.

L'heure n'est plus aux solutions frileuses. Au contraire, c'est vers une refonte courageuse, des idées et des perspectives qu'il faut se diriger.

Il est malheureusement trop évident que les formations politiques se sont lourdement trompées quant à l'approche des problèmes qui frappent notre société.
Au rythme de 1 000 emplois perdus par jour en France, il est urgent de repenser le tissu social, son organisation et la place de l'individu dans notre société.
Candidat de progrès, c'est avec une vision humaniste que j'aborde ces problèmes : lorsque les inégalités sociales, les injustices surgissent de partout, quand la société tout entière va de travers, il est légitime que les exclus, les catégories socio-professionnelles **les plus défavorisées se soulèvent.** On vient de le voir avec la crise de la Pêche, la colère des Agriculteurs, etc... Tout observateur attentif considère ces avertissements comme les prémices d'un mouvement de plus large amplitude. Imaginez un instant ce que pourrait être une crise dans laquelle la masse des exclus serait amenée à se soulever du fait de l'incohérence et de l'inconséquence des pouvoirs politiques.
Ce serait pour la Nation, un cataclysme propice à toutes les aventures.
Nous en sommes là et c'est cette éventualité qu'il faut éviter.

Comment ?

Bien évidemment, il existe des causes conjoncturelles à la crise mais celles-ci n'expliquent pas tout !
S'il est vrai que l'évolution mondiale de l'économie, la hausse des taux d'intérêt, la montée en puissance de nouveaux concurrents venus du Sud-Est asiatique, la lutte aux gains de productivité et l'automatisation portent en elles, les germes d'une récession par la disparition ou l'amputation du Marché, il n'en demeure pas moins exact que **"nos brillants politiciens" et "éminents économistes", ont complètement failli à leur tâche.**
Est-ce de la myopie intellectuelle ?
Une déconnexion des réalités ?... toujours est-il qu'ils n'ont pas su prévoir ni anticiper un raz de marée depuis longtemps annoncé.
On en arrive à des paradoxes ridicules :

des députés en charge de l'avenir mais qui ne comprennent ni le présent, ni les aspirations et les difficultés de leurs administrés

des soi-disant responsables qui face à l'inconnu prennent des dispositions contraires au bon sens : **c'est ainsi que le chômage est perçu et traité comme une solution et non comme un problème.**

Pour eux, c'est simple ! Au lieu de résoudre la question en profondeur, ils excluent 10 % de la population ! Voilà le problème réglé ! Ils ne s'aperçoivent pas que ce type de considération fragilise le Marché, prive la collectivité de 10 % de ses travailleurs, de ses compétences et de ses talents. **Leur raisonnement est un raisonnement statistique alors qu'il faudrait appliquer un raisonnement humaniste.**
C'est donc un point de vue diamétralement opposé à celui des politiciens professionnels dont la vocation semble être de se tromper régulièrement, que je vous propose.
La politique a pour point de mire et aboutissement : **l'individu, sa dignité, son épanouissement.** En aucun cas l'être humain ne saurait être considéré comme "une donnée corrigée en fonction des variations saisonnières", ou "un quelconque vecteur économique".

Celui qui n'a pas compris ça, (c'est à dire l'ensemble de la classe politique), n'a rien compris à la politique !

Sous cet angle la vision change. Les paramètres sont renversés. L'économie est au service de l'homme et non pas le contraire.

Dans la même perspective le député est le serviteur de ses concitoyens et non l'inverse. Ce doit être une personne disponible, motivée, prête à se battre et se faire entendre sur tous les fronts notamment sur celui de l'emploi. Il doit préserver ce qui existe, favoriser la reconquête du marché intérieur, la création d'entreprises, tisser des liens de solidarité entre des personnes qui ne se connaissent pas et auraient pu ne jamais se rencontrer pour qu'ensemble elles conjuguent leurs talents, partagent leurs compétences et participent à la création des emplois qui nous manquent. **Elu ou non, je compte sur vous pour embrayer la première vitesse de ce processus.**

Pour conclure, je dirais que des circonstances exceptionnelles nécessitent des mesures exceptionnelles.

* Moratoire de paiement, annulation ou remise des dettes:

Appliqué aux entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles etc... en cas de graves difficultés (l'essentiel est de sauver l'outil de travail de préférence à sa liquidation ou sa pénalisation pour retard de paiement). En définitif ce dispositif coûte moins cher à la société que des licenciements massifs.

Moratoire sur les ménages trop lourdement endettés du fait de la crise ou pour cause de chômage. Il est inadmissible et non conforme au préambule de la Constitution que les biens des particuliers soient saisis et vendus à vil prix au profit de quelques profiteurs d'abandon. Sur ce point, j'invite les personnes concernées à me contacter ou à se soulever contre ces méthodes.

J'indique que le moratoire est une mesure d'exception. Pour défendre ce genre de dossier à l'Assemblée Nationale, un député d'opérette, (suivez mon regard), ne fera pas l'affaire.

* Assistance du Député sur des dossiers difficiles: Emploi, ASSEDIC, Prestations Sociales, ANPE etc...

* Engagement solennel du Député:

1/ Le budget d'un député est d'environ **100 Millions** (de centimes par an comprenant son salaire, ses crédits collaborateurs, son indemnité de logement etc...sans compter ses avantages : crédits gratuits pour l'achat de sa voiture, pour partie de ses achats immobiliers etc...). **C'est trop !** Et de pareils émoluments attirent bien plus de requins que de personnalités véritablement attachées à l'intérêt public. Aussi en cas d'élection, **je m'engage à ne pas percevoir de salaire supérieur au SMIC** + frais réels. Le reste, c'est à dire l'essentiel, après déduction d'impôts et dépenses de secrétariat sera intégralement redéployé pour favoriser l'emploi ou reversé sous forme de dons aux Créateurs d'entreprise et aux plus défavorisés.
2/ **Je m'engage** à la fin de la seconde année d'exercice **à consulter l'électorat** pour connaître son appréciation. S'il me désapprouve ou s'il apparait que la majorité de soutien est trop faible, je remettrais immédiatement mon mandat.
Voilà des bases sérieuses d'un contrat de confiance entre l'élu et l'électeur dont les autres candidats pourraient s'inspirer.

Faute de place, j'interrompts ici mon propos, mais vous pouvez me contacter pour de plus amples renseignements

Pour mieux nous connaître, je me présente: **Bruno BOURRINET**, marié, 2 enfants. J'habite BRISSARTHE 49 330.
Je ne suis pas diplômé de l'ENA ce qui me permet de penser clair. Je n'appartiens à aucun parti, ce qui me permet de penser libre.
Sur le plan professionnel, j'ai connu le chômage, je sais ce que ça coûte. Pour l'essentiel, j'ai été Chef d'entreprise, Directeur de publication, Journaliste, Publicitaire. Je connais bien la circonscription pour l'avoir toujours habitée.

Suppléant: MANGIN Michel

LE JOUR DES ELECTIONS, BOUSCULEZ LES SONDAGES, BARREZ LA ROUTE AUX CANDIDATS DES PARTIS CHOISISSEZ LE PETIT BULLETIN.

VOTEZ POUR VOUS EN VOTANT POUR MOI. MERCI

Vu le candidat.

Molié / 41.43.81.44

Sciences Po / fonds CEVIPOF